

Simsir, Bilal N. *The Turks of Bulgaria (1878-1985)*. London (England), K. Rustem and Brother, 1988, 356 p.

Emmanuel Neuman

Volume 21, numéro 4, 1990

Monde : prochain épisode

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702768ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702768ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Neuman, E. (1990). Compte rendu de [Simsir, Bilal N. *The Turks of Bulgaria (1878-1985)*. London (England), K. Rustem and Brother, 1988, 356 p.] *Études internationales*, 21(4), 889–891. <https://doi.org/10.7202/702768ar>

qui les rapprochent et aussi ceux qui les séparent dans le même environnement et dans un environnement différent. Rivalités et coopérations sont deux traits entre autres que l'on retrouve constamment dans l'histoire du couple franco-britannique. En effet, «la France et la Grande-Bretagne partagent non seulement le souvenir commun d'une longue et intense interaction mais aussi les problèmes identiques d'anciennes puissances coloniales» p. 280.

Cet ouvrage est un bon outil pour tous ceux qui s'intéressent à la France et à la Grande-Bretagne, notamment dans l'environnement international.

Michel HOUNDAHOUE

ENAP/Cotonou, ENAP/Montréal

SIMSIR, Bilal N. *The Turks of Bulgaria (1878-1985)*. London (England), K. Rustem and Brother, 1988, 356p.

Basé sur une solide documentation historique et juridique, cet ouvrage n'est qu'une publication de propagande. Une série d'indications de fonds et de forme lui enlève une bonne partie de sa crédibilité. Le livre a été imprimé sur les presses de l'*Oxford University Press* mais la maison d'édition se trouve dans la partie de Chypre occupée par les Turcs. Une note sur la couverture indique que l'auteur a fait une brillante carrière diplomatique qui l'a conduit à occuper le poste de chef de la mission de Tirana en Albanie. La même note informe les lecteurs qu'il a publié des textes sur les relations entre les Turcs et les Arméniens. Ce qui suggère que le livre devrait paraphraser une réplique de Topaze de Pagnol : *l'intolérance des autres m'exaspère*. Il oublie que pendant qu'il se plaint – à juste titre – de la persécution des Turcs par les Bulgares, le gouvernement d'Ankara mène une politique similaire

vis-à-vis des Kurdes, contestant leur identité nationale et les appelant des Turcs montagnards.

Il n'en reste pas moins qu'en 1984 le vieux dictateur communiste et stalinien Todor Jovkov a relancé la persécution de la minorité turque avec une méthode originale : la bulgarisation des noms. Les autres formes de persécution étaient pratiquées depuis 1878, date de la sécession de la Bulgarie de l'empire ottoman. Les autorités de Sofia ont procédé successivement ou simultanément à des expulsions, à la fermeture des écoles, à la suppression des journaux, à toutes les mesures classiques en cette matière. Avec deux brèves exceptions, entre 1920-1924 sous le régime d'Alexandre Stambouliski et après 1944 sous le régime de Georgi Dimitroff.

Le premier chapitre donne une vue générale du problème de la minorité turque en Bulgarie. Les trois chapitres suivants examinent avec une grande richesse de détails les problèmes scolaires qui constituent l'essentiel de la politique de dénationalisation poursuivie par les gouvernants de Sofia. Le dernier chapitre fait l'inventaire des documents juridiques concernant le statut de la population turque en Bulgarie ; traités bilatéraux et multilatéraux, conventions sur l'émigration et documents définissant les droits de l'homme.

La plus grande partie du contenu de cette monographie est consacrée aux problèmes d'enseignement : construction et reconstruction des écoles détruites pendant la guerre de 1877, manuels fournis par le gouvernement turc, situation des professeurs et statistiques des élèves. L'auteur a dépouillé la presse de langue turque publiée en Bulgarie et les statistiques de la période 1878-1908, c'est-à-dire la période au cours de laquelle la Bulgarie avait le statut de principauté vassale de l'empire ottoman.

Le troisième chapitre examine la situation du système scolaire pendant la monarchie proclamée en 1908 et qui a pris fin après la Seconde Guerre mondiale en 1944. Deux aspects sont importants pendant cette période : l'organisation professionnelle des enseignants turcs et des institutions d'enseignement d'un côté et l'introduction de l'alphabet latin dans la Turquie de Kemal Ataturk dans le réseau scolaire de la minorité turque en Bulgarie. Cette mesure n'a pas joui des faveurs des autorités de Sofia. C'est une attitude parallèle à celle des autorités soviétiques qui au début ont permis l'utilisation de l'alphabet latin dans les républiques ayant une population turcophone de l'Asie centrale et ont changé d'avis peu de temps après en faveur de l'alphabet cyrillique, ce qui était une aberration philologique. La raison était politique, elle visait à empêcher les communications intellectuelles entre les populations de langue turque de la république d'Ankara et de celles de l'empire soviétique. C'était un crime culturel de Staline et de ses conseillers. En Bulgarie, c'était un pas de plus dans la tentative de dénationalisation de la minorité turque et une difficulté de plus dans l'alphabetisation de cette population.

La période d'après-guerre a commencé avec une libéralisation de la politique nationale suivie rapidement d'un retour aux vieilles méthodes d'intolérance. En 1950-51, le gouvernement de Sofia communiqua à Ankara qu'un nombre d'environ 250.000 Turcs de Bulgarie émigreront en Turquie. Une partie quitta effectivement le pays natal. Une autre méthode de dénationalisation a été l'introduction de manuels scolaires socialistes qui essayaient d'occulter l'appartenance nationale des enfants par l'uniformisation des programmes, surtout en ce qui concernait la langue et l'histoire. Les réseaux scolaires ont été fusionnés, la presse en langue turque a été non seulement baillonnée mais supprimée. Les Turcs ont été traités en Bulgarie de la même manière que les

Arméniens (ou ce qu'il en restait) en Turquie ou que les Kurdes en Turquie, en Iran et en Irak.

Le coup le plus dur est venu en 1984 avec la bulgarisation forcée des noms des ressortissants bulgares d'origine turque. Les oppositions et les protestations ont été supprimées de la manière forte. Cette situation a donné lieu à une émigration de masse dans des conditions pénibles, qui a été suivie d'une grave crise économique. L'économie bulgare se voyait privée d'un jour à l'autre d'une main-d'œuvre spécialisée, qualifiée dans la production du tabac et du coton. Les « progressistes » de Sofia ont fait appel au travail « volontaire » des élèves, des étudiants, etc. On sait bien que la folie humaine, qu'elle soit bulgare, turque ou de n'importe quelle autre nationalité ne connaît pas de bornes.

La politique nationale du régime communiste en Bulgarie a suivi fidèlement le modèle du régime fasciste des années 1930. En dehors de leurs tendances staliniennes, ce qui a atisé la rage nationaliste a été la découverte que la population turque ne diminuait pas, ce qui constitue une caractéristique de la démographie des musulmans. Les recensements de 1887 et de 1956 ont montré que le nombre des Turcs était passé en Bulgarie de 602.000 à 656.000 personnes malgré l'émigration, les expulsions et les persécutions visant à les dénationaliser.

Un homme civilisé ne peut lire qu'avec tristesse cette plainte sur les persécutions formulée par le représentant officiel d'autres persécuteurs. Le livre est plutôt un pamphlet, pas même une plaidoirie malgré les vérités attristantes qu'il relate. Heureusement, il date. S'il correspondait à la période de sa publication, 1985-1988, après la vague de démocratisation qui a balayé les pays de l'Est de l'Europe, les gouvernants ont d'autres soucis. Les populations persécutées bénéficient d'une situation plus calme jusqu'à l'installation au pouvoir de nouveaux tyrans. Car

il ne faut pas se faire d'illusion. La cruauté des régimes politiques ne dépend pas de la méchanceté des dirigeants mais de celle des populations. *Homo homini lupus* a déclaré le vieux Hobbes.

Dans une situation plus calme, une nouvelle convention bilatérale sur l'émigration de la population concernée vers la Turquie et la réglementation des droits culturels de cette population pourrait trouver une solution équitable à un problème douloureux. Les grandes puissances pourraient intervenir dans le cadre de la convention de Helsinki. Il faut espérer sans se faire d'illusions.

Emmanuel NEUMAN

*Institut International
des Sciences Administratives, Bruxelles*

AMÉRIQUE LATINE

COMPLAK, Krystian. *Los Gobiernos de Facto en América Latina. 1930-1980*. Caracas, Academia Nacional de la Historia, 1989, 189p. Traduit du polonais par Alberto Amengual.

L'universitaire polonais Krystian Complak étudie dans ce livre court, mais dense, un sujet exceptionnellement vaste, à savoir les «gouvernements de fait» de l'Amérique latine de 1930 à 1980, et ce, en utilisant non seulement de nombreuses sources primaires, telles que Constitutions, projets de réformes légales, plans nationaux de développement et discours de chefs d'État, mais aussi une quantité peu commune de livres et articles. La bibliographie de l'ouvrage remplit 16 pages fort serrées, alors que le livre compte à peine 131 pages de texte, texte par ailleurs encore réduit par les nombreuses et longues notes

au bas de chacune des pages du volume. Il faut ajouter à cela que les types de livres et articles consultés ont dû présenter pour l'auteur un défi sérieux : à côté d'innombrables études «occidentales» d'Amérique latine, d'Amérique du Nord et d'Europe, Complak fait amplement usage de sources russes et à l'occasion de sources polonaises. Peu de lecteurs «occidentaux» ont accès au contenu de ces dernières et – ne serait-ce qu'à ce titre – l'ouvrage est des plus stimulants. L'auteur précise que «... dans une grande mesure, nous avons consulté des articles publiés dans la revue de l'Institut de l'Académie des Sciences de l'URSS,..., ainsi que des publications des partis communistes et ouvriers qui collaborent à l'édition et à la rédaction de la *Revue Internationale*, périodique mensuel dont le siège est à Prague» (p. 13); même si certaines de ces publications paraissent maintenant dans diverses langues, il est rare qu'elles soient citées dans des publications «occidentales». Étant donné les changements dramatiques que connaît aujourd'hui l'Europe de l'Est et en particulier les possibilités accrues d'échange intellectuel qui en résultent, l'usage intensif des sources susmentionnées peut être considéré soit comme dépassé, soit comme particulièrement intéressant. Quelle que soit l'opinion que l'on adopte à ce sujet, il est indéniable que l'auteur a fourni un effort considérable pour asseoir son analyse sur une base empirique solide et pour la situer dans l'ensemble des traditions théoriques existantes, quelle que soit l'origine de celles-ci.

Assez classiquement, Complak considère qu'en Amérique latine la cause des fréquentes crises dans l'exercice du pouvoir politique réside dans la structure économique de ces pays. Partant d'une analyse de l'évolution du mode de production capitaliste dans le continent, l'auteur aboutit à une position très dualiste, position qui souligne les tensions sociales résultant de la coexistence difficile entre – surtout – les modes de production